

HORS-SÉRIE

Socialter

Collectif Reprise de terres

Rédacteur
en chef

Paysans

Histoire
d'une extinction
de masse

Chronologie

Un siècle de luttes
foncières

Isabelle Stengers

« Il faut à la fois
lutter et guérir »

Lucile Leclair

Contre
l'agriculture
de firme

Flaminia Paddeu

« Vers des communes
agricoles urbaines »

Reportage

à Sainte-Soline

Rage against
the bassines

Installation

paysanne

Ceux qui viennent
de la mer connaissent
la terre

Initiatives

et stratégies

pour reprendre
la terre

Comment

les friches
nous enseignent
l'espoir

CES TERRES QUI SE DÉFENDENT

Le Vaucluse, département artificiel



Entre projets d'entrepôts logistiques et construction de lotissements, le Vaucluse subit une pression foncière continue. Les menaces qui pèsent sur les terres fertiles de ce département historiquement agricole ont suscité l'émergence d'un mouvement citoyen de contestat qui alerte sur l'impact environnemental, alimentaire et hydrique d'une telle bétonisation

texte Youness Bousenna

photos Yohanne Lamoulière

installé depuis six ans.

Pour l'instant, un moratoire suspensif gèle le projet. Comme à Velleron, petite commune de 3 000 habitants, où un jeune maire s'est interposé pour mettre en échec un projet qui aurait bétonné sept hectares en vue de construire un mégalotissement de 200 logements. «C'était une catastrophe écologique, mais aussi économique car un tel projet impliquait sept millions d'euros d'infrastructures pour la commune, sans compter un rond-point financé par le département et la station d'épuration par le Grand Avignon», explique Philippe Armengol. Ce professeur des écoles a été élu au premier tour en mars 2020. Signe que les temps changent, il a en partie fait campagne contre ce projet d'artificialisation. «On a embarqué tout le monde, car on a créé du sens à long terme avec le triptyque écologie, social, économie», rapporte ce maire sans étiquette, qui a depuis obtenu une suspension des travaux.

Il se souvient d'une rencontre «musclée» avec le propriétaire de la parcelle, venu faire de «l'intimidation physique» dans son bureau: «Ils mettent la pression car ils savent que ce sont les dernières grosses opérations où ils feront des profits à outrance.» S'il prend garde à tenir un discours «mesuré, mais déterminé», Philippe Armengol admet que son arrivée «faisait bizarre» aux autres maires du Grand Avignon. «J'ai invité le sous-préfet pour évoquer l'artificialisation. Il m'a confié sa surprise: c'était la première fois qu'un maire le sollicitait pour s'y opposer, et pas pour lui demander de déroger à une règle, sourit le maire de 46 ans, qui mise sur la pédagogie pour changer de cap. Au lieu de se protéger comme des Gaulois, il faut expliquer pourquoi le projet est incohérent» et «développer des alternatives». Sans attendre 2050. 🚗